

## Discours de « politique générale » : Grand saut dans le passé en matière d'Environnement ?

Ref. : ZN/LJ/25029

Paris, le 17 janvier 2025

Suite au discours de politique générale prononcé le 14 janvier 2025 par le Premier ministre François Bayrou, la FEETS-FO exprime sa profonde consternation face à l'absence criante de vision et d'ambition en matière de défense de l'environnement et de lutte contre le changement climatique. Pire encore, ce discours stigmatise certains agents publics et opérateurs de l'État chargés de ces dossiers cruciaux, contribuant à alimenter une incompréhension et un découragement grandissant au sein des équipes dédiées.

### **Un flou dangereux, des priorités inversées**

Dans une allocution où les déclarations d'intention l'emportent sur des mesures concrètes, le Premier ministre a évoqué, avec un aplomb inquiétant, que « la régulation écologique ne doit pas freiner nos ambitions économiques. ». Cette phrase, emblématique, révèle une hiérarchisation des priorités où les enjeux environnementaux sont relégués à l'arrière-plan, malgré l'urgence climatique reconnue par les scientifiques du monde entier. On n'est en la matière pas très loin du « L'Environnement ça suffit » du Président Sarkozy de l'époque.

### **A défaut vision politique...un grand saut dans le passé pour l'Environnement ?**

Plus inquiétant encore, alors que notre pays subit déjà les impacts des dérèglements climatiques, le Premier ministre s'est livré à une critique générale des opérateurs de l'État, voire explicite des opérateurs publics comme l'OFB (Office français de la biodiversité). En qualifiant leur action de « coûteuse et souvent peu efficace », il fragilise des structures déjà en tension, victimes de restructurations en cascade ou véritables plans sociaux (Météo-France, CEREMA, Voies Navigables de France, IGN...) et jette un discrédit sur l'engagement sans faille des agents qui y travaillent. L'agenciarisation au détriment des services des ministères a pourtant été un choix constant des gouvernements précédents. Le nouveau gouvernement a aujourd'hui beau jeu de les stigmatiser, confirmant les objectifs sous-jacents de cette agenciarisation : atomiser, fragiliser pour mieux réduire l'action publique.

Comment justifier, d'un côté, des appels à la « mobilisation nationale pour l'environnement » et, de l'autre, une réduction de la capacité de l'État à porter des politiques essentielles pour l'avenir ? Cette incohérence trahit un manque de compréhension des enjeux fondamentaux. Pour le Premier ministre, laisser une dette financière à « nos enfants » serait irresponsable, justifiant d'une politique d'austérité portant les germes d'une dette écologique dont les effets seront bien plus graves pour eux ! Les éléments portés par le gouvernement dans le PLF 2025 prochainement soumis au débat parlementaire seront éclairants en la matière...

**FEETS FO**

Fédération de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services **FORCE OUVRIERE**  
46 rue des petites écuries 75010 Paris



✉ [contact@feetsfo.fr](mailto:contact@feetsfo.fr)

💻 [www.feetsfo.fr](http://www.feetsfo.fr)

☎ 01 44 83 86 20

📠 01 48 24 38 32



## **Les agents publics ne sont pas des punching-balls !**

La FEETS-FO revendique un engagement clair et tangible en faveur de l'environnement, reposant sur des moyens renforcés pour les services et opérateurs de l'État et un respect et un soutien aux agents publics qui portent ces politiques au quotidien, comme les agents des routes à Mayotte qui, en cinq jours, ont déblayé tous les obstacles générés par le cyclone. La transition écologique ne peut se faire sans eux, sans rétablissement des moyens nécessaires pour mobiliser l'ensemble des leviers nécessaires de portage, d'explication, d'accompagnement, de contrôle et de sanctions si nécessaire.

En supprimant progressivement les premiers leviers (l'ADEME faisant par exemple l'objet de prédatons de la part de plusieurs élus de droite après que l'ensemble de l'ingénierie de l'État ait été soldée depuis 15 ans), en caricaturant l'action des agents publics placés en première ligne pour assumer les contradictions politiques, en les opposant volontairement et de manière calculée et électoraliste à certaines professions dont les difficultés trouvent des racines qui n'ont que peu à voir avec l'Environnement, le gouvernement détourne les regards de ses propres responsabilités et affaiblit la capacité collective à relever les défis climatiques.

Les enjeux environnementaux et sociaux vont de pair : produire tout en respectant l'environnement et la santé à un coût, qui ne peut être supporté que si les salariés ont un emploi correctement rémunéré (à la fois les « producteurs » et les « consommateurs »). Pour cela, il faudrait s'extraire des logiques ultra-libérales sous-tendues par les traités de libre échange, basées sur la sous-traitance en chaîne et la rétribution du capital comme intermédiaire sans plus-value. Alors oui, tous ceux qui se battent pour vivre de leur travail sont légitimes, y compris les agents publics pour leurs salaires, mais personne ne doit se tromper de cible !

Car cibler l'Environnement pour résoudre la crise agricole aujourd'hui, c'est préparer les crises de demain ! Et c'est un leurre pour les agriculteurs.

**Pour la FEETS-FO, les agents des ministères de L'Agriculture et de la Transition Écologique jouent un rôle fondamental de gestion et d'atténuation des injonctions contradictoires ressenties au niveau local par les acteurs locaux, dont les agriculteurs. Ils n'ont par contre aucune vocation à servir de faire valoir ou de punching-ball.**



**FEETS FO**  
Fédération de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services **FORCE OUVRIERE**  
46 rue des petites écuries 75010 Paris



contact@feetsfo.fr



www.feetsfo.fr



01 44 83 86 20



01 48 24 38 32

